

REPUBLIQUE DU TCHAD

-----  
Ministère du Développement Rural

-----  
Secrétariat d'Etat

-----  
Direction générale

-----  
Secrétariat Permanent du CONACILSS

CILSS

Comité Permanent Interétats de Lutte  
contre la Sécheresse dans le Sahel

**Rapport de l'atelier national  
de validation technique des études du  
projet régional de réflexion stratégique sur la sécurité  
alimentaire durable au Sahel (PRORES)**

tenu à Ndjaména, du 03 au 04 septembre 1996

Octobre 1996

## **CILSS**

Comité permanent Interétats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel

---

## **PRORES**

Projet régional de réflexion stratégique sur la sécurité alimentaire durable au Sahel

---

Les 3 et 4 Septembre 1996 s'est tenu, au ministère de l'Agriculture du Tchad à N'Djaména, l'atelier national de validation technique des études PRORES sur les systèmes de production, les filières agro-alimentaires et la protection intégrée des végétaux.

Les représentants des services techniques des ministères, des associations de producteurs, des ONG, des donateurs et du CILSS y ont participé. Les participants étaient au nombre de 49 (quarante neuf).

L'atelier s'est déroulé en plénière et en trois commissions :

- En plénière, il a été fait l'économie des trois études réalisées par les consultants nationaux. Ces exposés ont permis d'avoir une vision globale du contenu des différentes études. Des questions d'éclaircissements et des observations de forme y ont été posées et des réponses apportées. Les questions sur le fond ont été discutées dans les commissions (cf. le rapport de l'atelier national de validation technique ci-joint).
- De l'examen des documents au niveau des trois commissions (« systèmes de production », « filières agro-alimentaires », « protection intégrée des végétaux »), il est ressorti la nécessité d'une amélioration prenant en compte les amendements et les plans de rédaction suggérés aux consultants. La date de fin septembre a été fixée pour la finalisation des trois documents.

De façon générale on peut se féliciter de l'esprit d'équipe qui a prévalu et de l'assiduité, de la ponctualité et du sérieux des participants.

Les consultants ont tous fait preuve de patience et de compétence. Ils ont en outre été très attentifs et ouverts aux critiques, remarques et suggestions qui leur ont été faites.

L'atelier a été bien organisé grâce à la disponibilité et au sérieux que le S.P du CONACILSS et le point focal du relais PRORES ont manifesté.

Les membres de la délégation du CILSS/CLUB, conduite par M. Yamar M'BODJ conseiller en sécurité alimentaire ont été les facilitateurs lors des débats en commissions.

Au terme des travaux, la délégation a été reçue par M. Ali Mahamat Zen Ali Fadel, Ministre du Développement Rural du Tchad, qui a félicité le CILSS pour sa décision de confier l'étude à des nationaux pour mieux impliquer les Etats sahéliens.

En marge de cet atelier, le coordonnateur a tenu une séance de travail avec les animateurs des relais PRORES et PREGEC et avec les consultants des études « systèmes de production » et filières agro-alimentaires » (cf. compte rendu ci-joint).

Du 03 au 04 septembre 1996 s'est tenu à Ndjaména, l'atelier national de validation technique des études du projet de réflexion stratégique sur la sécurité alimentaire durable au Sahel (PRORES) du CILSS portant sur les systèmes de production, la protection intégrée des végétaux et sur les filières agro-alimentaires.

Ont pris part à cet atelier une délégation du Secrétariat Exécutif du CILSS conduite par monsieur Yamar MBODJ, conseiller en sécurité alimentaire, les représentants des services techniques des ministères, des donateurs, des ONG et des associations de producteurs. (cf. liste des participants en annexe II).

## I CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture a été présidée par M. BLOTOYOUM Koumbrait, Directeur Général du ministère du Développement rural (MDR), représentant le ministre empêché. Dans son discours d'ouverture, M. BLOTOYOUM a tenu tout d'abord à souhaiter la bienvenue et un bon séjour au Tchad à la délégation du CILSS.

Il a ensuite situé le contexte de la rencontre et insisté sur l'importance des études pour le développement de politiques nationales assurant la sécurité alimentaire et la gestion rationnelle des ressources naturelles.

Il a enfin terminé en invitant les participants à proposer des solutions pragmatiques répondant aux objectifs stratégiques du Tchad et du CILSS.

Auparavant, M. Yamar MBODJ, représentant du Secrétaire Exécutif du CILSS a présenté les excuses de celle-ci, que des contraintes de dernières heures ont empêché de participer à la rencontre ainsi que ses encouragements aux participants et ses remerciements au gouvernement tchadien pour son appui constant à notre organisation commune.

Il a par ailleurs mis l'accent sur l'engagement du CILSS à ne ménager aucun effort pour prendre en compte les préoccupations du Tchad dans l'exécution de ses programmes et activités ainsi que l'implication de ses cadres dans leur mise en oeuvre.

## II DEROULEMENT DES TRAVAUX

L'atelier a élu le bureau suivant pour diriger les travaux :

- ⇒ Président : Batedjim Noudjalbaye : Direction de la Recherche et de la Technologie agricole.
- ⇒ Vice-président : Yamar MBODJ : Conseiller en Sécurité alimentaire du Secrétariat Exécutif du CILSS.
- ⇒ Rapporteur général : Bitangui Ousman : Cellule Technique de Suivi/MDR.
- ⇒ Rapporteur adjoint : Oumar KAMARA : CILSS/PRORES.

Les participants ont amendé le programme de l'atelier et ont ensuite examiné en plénière les trois études qui ont fait l'objet de présentation suivie de débats.

D'une manière générale, les différents intervenants ont salué l'initiative de confier ces études à des compétences nationales et celle d'organiser un atelier national pour leur validation technique. Ils ont néanmoins fait des observations d'ordre général et de forme portant sur :

- ⇒ l'amélioration de la qualité des documents du point de vue présentation,
- ⇒ la nécessité de prendre en compte les activités de pêche continentale et la filière gomme arabique.

Après les présentations des différents exposés et débats y afférents, les travaux se sont poursuivis dans les commissions mises en place :

- ⇒ I : Commission « systèmes de production » ;
- ⇒ II : Commission « protection intégrée des végétaux » ;
- ⇒ III : Commission « filières agro-alimentaires ».

### COMMISSION I : SYSTEMES DE PRODUCTION

Le bureau de la commission est composé comme suit :

- ⇒ Président : BAGDRA
- ⇒ Rapporteurs : DOLMYAN et KADE KOULMASSE.

La commission a décidé d'examiner le document en fonction des termes de référence et a passé en revue les questions de fond et de forme du document présenté.

Concernant les questions de forme, la commission a fait des observations consistant à demander :

- ⇒ d'annexer les termes de référence de l'étude au rapport pour permettre au lecteur de mieux suivre le contenu ;
- ⇒ de corriger les fautes d'orthographe ;
- ⇒ de faire un lexique des termes et expressions en langues nationales (chadouf, etc.) ;
- ⇒ de mettre les ressources des tableaux et autres données chiffrées ce qui permettrait au lecteur de vérifier la fiabilité de l'information s'il le désire ;
- ⇒ de faire une bonne liaison entre la bibliographie et le corps du rapport ;
- ⇒ de citer les annexes dans le corps du rapport ;
- ⇒ de numéroter les pages des cartes ;
- ⇒ d'utiliser la carte des pays du CILSS pour situer le Tchad ;
- ⇒ de revoir certaines phrases dans leur forme.

Quant au fond du document, il a été retenu ce qui suit :

Après examen du document par rapport aux termes de référence, il a été constaté que plusieurs chapitres ne répondaient pas entièrement à leur demande.

C'est ainsi qu'il a été demandé de :

- ⇒ Chapitre I : s'accorder avec les termes de référence en changeant l'appellation du premier chapitre « Présentation de la République du Tchad en « Identification, analyse et quantification des principaux systèmes de production » ;
- ⇒ Sous-chapitre A « Description des variables de l'environnement agricole » : traiter les ressources en sol et les contraintes pédologiques, le calendrier cultural et pastoral, la salinisation, l'acidification, les érosions éoliennes et hydriques, les raisons anthropiques, la répartition de la population en fonction des zones agro-écologiques, les infrastructures, la position par rapport aux marchés ;
- ⇒ Sous-chapitre B « Description rapide des systèmes de production », : bien définir si possible les zones agro-écologiques et faire ressortir l'organisation sociale des systèmes de production (statut, mécanisme de décision, répartition du travail selon les sexes) et celle des terroirs ;
- ⇒ Sous-chapitre « Rôle des divers systèmes dans la production nationale » : mieux faire ressortir leurs aspects économique, socio-économique et alimentaires ;
- ⇒ Sous-chapitre « Des principales contraintes aux progrès de chacun des systèmes de production » : analyser les contraintes des systèmes de production végétale et animale à travers : pour la production végétale, les coûts de production, l'approvisionnement, les soutiens, l'information, les facteurs de production, l'exode rural, l'équipement, le crédit agricole, les investissements par rapport au territoire, les concurrences, etc. et pour la production animale l'alimentation, la génétique, les infrastructures, la commercialisation, l'organisation des divers services, la recherche, la privatisation, etc.
- ⇒ Sous-chapitre « Perspectives d'extension et d'amélioration » : fournir les données chiffrées et situer le rôle de l'état, du privé en rapport avec la politique économique et sociale et la dévaluation ;
- ⇒ Se baser sur les données bibliographiques du premier chapitre pour aborder le deuxième chapitre plus analytique « Analyse de certains systèmes de production mal connus ou porteurs d'évolutions positives » et étudier les conditions de leur répliquabilité à travers les évolutions physique, socio-économique, les conditions d'amélioration et d'expansion et en mettant l'accent sur les conditions endogènes.

⇒ En fonction des éléments d'analyse de ce chapitre, traiter le dernier chapitre » diagnostic des systèmes de production dans le choix des projets et dans la formulation des politiques et se référer aux considérations à prendre en compte pour la formulation de politiques et choix des projets comme proposé dans le canevas annexé (Annexe III).

D'une manière générale, le document doit être amélioré en tenant compte de ces observations pour mieux répondre à l'attente du PRORES.

## COMMISSION II : PROTECTION INTEGREE DES CULTURES

Le bureau mis en place est composé comme suit :

- ⇒ Président : PALUMA Abou
- ⇒ Rapporteurs : TOYOUM Nguenaye et Mme BA Daoulé.

Après la présentation des participants, la commission a adopté une méthodologie de travail suivante :

1. Observations générales de chaque participant sur le document.
2. Elaboration d'un canevas de rédaction du rapport.
3. Harmoniser le contenu avec le canevas.
4. Compléter les informations manquantes.

### Point 1 : Observations générales

Les informations générales relatives à la situation géographique, économique et démographique n'apparaissent pas ; il en est de même pour la politique agricole et phytosanitaire.

Certains ravageurs ne sont pas inclus tels que les rongeurs et les ennemis des denrées stockées. Les fléaux ne sont pas bien soulignés parmi les contraintes phytosanitaires.

L'identification et l'inventaire des ennemis naturels ne sont pas pris en compte ainsi que le savoir-faire des agriculteurs (méthodes traditionnelles de lutte). Le consultant aurait souhaité travailler sur la base d'un canevas de rédaction du bilan diagnostic et de plan d'action transmis par le CILSS. Le consultant a été informé par le CILSS qu'un projet de plan de rédaction accompagné d'un questionnaire était disponible et que certainement à cause des difficultés de communication, il ne les a pas reçus.

La commission a décidé d'élaborer un canevas de rédaction en examinant et en amendant le projet rédigé par le CILSS.

### Point 2 : Elaboration du canevas

L'examen et les discussions fructueuses menées par la partie tchadienne ont abouti aux canevas suivants :

## **PARTIE 1 : BILAN DIAGNOSTIC**

1. Introduction
2. Contexte général
  - 2.1 Principales cultures (vivrières + rente)
    - superficies
    - production/besoins (importations et exportations)
  - 2.2 Politique phytosanitaire
    - Déclarations officielles
    - Textes législatifs et réglementaires
    - Organisation actuelle (mandat, moyens et activités des structures suivantes : service PV, recherche, vulgarisation, organisations paysannes et ONG, opérateurs économiques)
3. Principaux ennemis des cultures (méthodes de lutte et contraintes)
  - 3.1 Principaux ennemis des cultures
  - 3.2 Méthodes de lutte proposées
  - 3.3 Méthodes de lutte vulgarisées
  - 3.4 Méthodes de lutte en action pilote
  - 3.5 Contraintes (techniques, socio-économiques, environnementales, santé publique, institutionnelles).
4. Evaluation et expérience de lutte intégrée du pays
  - 4.1 Expériences en fonction des zones et des cultures
  - 4.2 Contraintes techniques, socio-économiques et institutionnelles
5. Conclusions et recommandations.

## **PARTIE II : PLAN D'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA LUTTE INTEGREE DANS LE PAYS**

1. Introduction
2. Justifications
  - 2.1 économiques
  - 2.2 Environnementales
  - 2.3 Santé publique
3. Facteurs assurant la viabilité
  - 3.1 Politiques de soutien en intrants
  - 3.2 Technologies disponibles et appropriées
  - 3.3 Protection de l'environnement
  - 3.4 Aspects socio-culturels
4. Objectifs
  - 4.1 Objectifs de développement
  - 4.2 Objectifs spécifiques

5. Résultats (ou produits) attendus
6. Activités par résultat
7. Mise en oeuvre
  - 7.1 Organisation (rôle des différents acteurs nationaux et régionaux)
  - 7.2 Moyens humains, matériels et financiers
  - 7.3 Plan d'exécution
8. Risques
9. Suivi-évaluation.

### Point 3 : Harmoniser le contenu avec le canevas

Une fois le canevas adopté, le groupe de travail a procédé à l'examen minutieux du rapport du consultant afin de le compléter et l'ajuster conformément audit canevas.

Pour cela, tous les documents complémentaires ont été identifiés et ceux disponibles ont été consultés. Cet examen a permis de donner des informations au consultant national afin de lui permettre de compléter les parties suivantes :

- ⇒ politiques agricoles et phytosanitaires du pays ;
- ⇒ justifications pour un plan d'action ;
- ⇒ facteurs assurant la viabilité de la lutte intégrée au Tchad ;
- ⇒ objectifs spécifiques ;
- ⇒ produits attendus par objectifs spécifiques ;
- ⇒ activités par produit attendu ;
- ⇒ mise en oeuvre du plan d'action ;
- ⇒ risque ;
- ⇒ suivi-évaluation.

### Point 4 : Compléter les informations manquantes

Il est ensuite recommandé au consultant de rechercher les autres documents afin de compléter et de finaliser son rapport de consultation.

## COMMISSION III : FILIERES AGRO-ALIMENTAIRES

Le bureau est composé de messieurs :

- ⇒ Président : VISSIA Bouranga
- ⇒ Rapporteurs : NAMBA Yallah et Yacoub Abdel Wahid.

Les travaux de la commission ont porté sur la forme et le fond du rapport de l'étude présentée par le consultant.

Concernant la forme, les participants ont relevé le manque de sources d'information, des incohérences dans certaines phrases et de nombreuses coquilles.

Quant au fond, les participants ont procédé à la relecture des termes de référence et à l'analyse approfondie du rapport ; il a été constaté que l'étude n'a pas répondu entièrement aux termes de référence qui demandent la réalisation d'un bilan-diagnostic des filières agro-alimentaires porteuses pour le Tchad ; cet inventaire doit déboucher sur le choix des trois filières en fonction d'un certain nombre de critères retenus par les participants.

Après l'inventaire et le choix des filières en fonction des critères retenus, le consultant doit faire des analyses, filière par filière en faisant ressortir les atouts et les contraintes pour chaque filière ; ensuite, l'étude fera des propositions d'options d'amélioration et des plans d'actions en situant la responsabilité du national et du régional avec un chronogramme indicatif et un budget si possible.

Compte tenu de ce qui précède, la réunion a fait une proposition d'amélioration du rapport en confectionnant le canevas suivant :

### 1. Inventaire des filières

- ⇒ céréales (mil, sorgho, maïs, riz et blé) ;
- ⇒ oléagineux (arachides, sésame, soja, graines de coton) ;
- ⇒ fruits et légumes (mangues, dattes, agrumes, tomates, ail, oignon) ;
- ⇒ produits de cueillette (gomme arabique, spuriline, karité, néré, kreb, tamarin, balanites) ;
- ⇒ bétail et viande ;
- ⇒ pêche.

## 2. Les critères de choix

Les critères suivants ont été retenus :

- ⇒ contribution à la sécurité alimentaire ;
- ⇒ contribution à la balance de paiement ;
- ⇒ création d'emplois (nombre d'intervenants)
  - effets sur l'environnement,
  - l'évolution de la production dans le temps et dans l'espace,
  - potentiel de la filière.

Pour le choix, il a été demandé au consultant d'élaborer et d'analyser la grille suivante, en se référant aux relais FERAP et PRORES.

## 3. Grille de choix (période 1987-1995)

- |                           | A | B | C | D | ETC. |
|---------------------------|---|---|---|---|------|
| ⇒ Céréales                |   |   |   |   |      |
| ⇒ Oléagineux              |   |   |   |   |      |
| ⇒ Fruits et légumes       |   |   |   |   |      |
| ⇒ Produits de cueillette. |   |   |   |   |      |

## 4. Analyse des filières et pour chaque filière retenue, les chapitres suivants doivent être pris en considération :

### a. Dimensions de l'offre

- intrants,
- technologies,
- valeur de la production,
- poids de la production par rapport aux autres produits du même type,
- comportement des intervenants,
- revenu (coût de production),
- systèmes de production,
- tendances de production, superficie, rendement,
- prix, recherche,
- politiques gouvernementales,
- conditions climatiques : climat, eau, etc.

b. Dimensions de la demande

- pouvoir d'achat des consommateurs ;
- flux des échanges : national et régional (avec les pays de la sous-région, les déterminants des échanges, les politiques tarifaires, la réglementation des changes, les stratégies des acteurs pour contourner les difficultés, les mesures d'ajustement, les dispositions au niveau du GATT et leurs effets sur les échanges) ;
- élasticité des prix ;
- croissance ou fléchissement ;
- substitut ;
- mode de paiement ;
- caractères cycliques et saisonniers ;
- circuit de distribution.

c. Fonctionnement des marchés

- circuits de commercialisation ;
- infrastructures ;
- typologie des marchés ;
- structures des coûts ;
- part de la production commercialisée ;
- modes d'échanges ;
- concurrence ;
- entrée dans la profession ;
- fluctuation des prix ;
- intégration des marchés ;
- intervention du gouvernement ;
- marge de commercialisation ;
- intégration verticale ;
- nature des échanges ;
- forme de produits échangés ;
- politique de gestion des marchés.

d. Transformation

- volume à transformer ;
- coût de la transformation ;
- acteurs, qualités ;
- compétitivité ;
- contraintes.

e. Options d'amélioration

Cette partie constitue la plus-value que le consultant doit apporter après diagnostic. Donc, ces propositions feront l'objet d'un examen avec les relais FERAP et PRORES.

f. Finalisation du rapport

Un délai d'un mois a été donné au consultant pour finaliser le rapport.

## ANNEXE 1

### PROGRAMME DE L'ATELIER NATIONAL DE VALIDATION TECHNIQUE

#### Mardi 03 septembre 1996

- 09h 00 : Installation des invités
- 9 h 30 - 9 h 45 : Allocution du représentant du CILSS
- 9 h 45 - 10 h 00 : Discours d'ouverture du Directeur général du ministère du Développement rural
- 10 h 00 - 10 h 15 : Pause café
- 10 h 15 - 10 h 30 : Constitution du bureau de l'atelier
- 10 h 30 - 11 h 15 : Présentation des trois études sur les systèmes de production, les filières agro-alimentaires et la protection intégrée des végétaux.
- 11 h 15 - 11 h 45 : Débats préliminaires
- 11 h 45 - 12 h 00 : Constitution des commissions
- 12 h 00 - 12 h 30 : Pause café
- 12 h 30 - 16 h 00 : Travail en commissions

#### Mercredi 04 septembre 1996

- 08 h 30 - 10 h 30 : Suite travaux en commissions
- 10 h 30 - 10 h 45 : Pause café
- 10 h 45 à 12 h 00 : Suite travaux en commissions
- 12 h 00 - 12 h 30 : Pause café
- 12 h 00 - 14 h 00 : Rédaction et présentation des conclusions en commissions
- 14 h 00 - 15 h 00 : Adoption des conclusions en plénière
- 15 h 00 - 15 h 30 : Clôture.

## ANNEXE II

LISTE DES PARTICIPANTS

|    | Nom et prénoms           | Adresse  | Téléphone |
|----|--------------------------|--|-----------|
| 1  | MANIKOWSKY Stanislaw     | Consultant CILSS   |           |
| 2  | KAMARA Oumar             | PRORES, 03 BP 7049 Ouaga                                     | 31.24.71  |
| 3  | MBODJ Yamar              | CSA/CILSS  | 30.67.58  |
| 4  | COULIBALY Dramane        | CILSS/FERAP, 03 BP 7049 Ouaga                                | 31.58.37  |
| 5  | BOURI JOULONG            | BEAC, BP 50  | 52.50.14  |
| 6  | KOMNAN Ngawara           | DRTA/MDR, BP 441   | 51.48.01  |
| 7  | KADE KOULMASSE           | Formateur DRHFRP, BP 624                                     | 52.55.32  |
| 8  | NGARASSEMTA NGARNDJAM    | Chef DOSU/DPPASA, BP 441                                     |           |
| 9  | GANDAOUA DEHALA,         | Chef de service socio-écono,<br>DPPASA/MDR, BP 441; Ndjaména | 51.48.01  |
| 10 | ABDELWAHID MHT YACOUB    | Agro-écono., DPPASA/MDR                                      | 51.60.70  |
| 11 | BACTAR DIDIH SOUMAR      | Agronome CSE/MDR Ndjaména                                    |           |
| 12 | VISSIA BOURANGA          | Chef Division Com. Inter/DC,<br>BP 424 Ndjaména              | 52.21.53  |
| 13 | KELEYO GOLNDEY K.        | Chef Serv. Micro-Irrigation/GR;<br>BP 47                     | 52.28.62  |
| 14 | MBAYHOUEL KOUMARO        | Chef division technique<br>rurale/DRTA Ndjaména              |           |
| 15 | MBAIDEYO REOUNDOH,       | DRA/DRTA   | 51.48.01  |
| 16 | MBAITELSEM MBAIARE DELON | Dtion Inté/MIS, BP 742                                       | 51.23.22  |
| 17 | MBAIKOMBE GUETIMBAYE     | Chef divi/Dtion Etudes/MCI ;<br>BP 424                       | 52.40.90  |
| 18 | AHMED NGARTOLOUM         | Chef de serv. de la Coop. Techn/MPC ;<br>BP 286              | 51.46.37  |
| 19 | CHAIBO OURDE BICHARA     | Chargé du suivi des Projets DR/MPC,<br>BP 286                | 52.31.47  |
| 20 | MAITINE DJOUMBE          | Conseil. Dteur Organ. Inter/MAE                              | 51.55.40  |
| 21 | DJINADJI NADJI           | ACSER/DFINEX ; BP 144<br>FINEX/MF Ndjaména                   |           |
| 22 | RATOU ANDO               | Chef divis. Etudes Eco. Chambre<br>Commerce ; BP 450         | 52.52.64  |
| 23 | AMINOUBOUBA              | BP 433 S/compo. Pâturage/LRVZ<br>Farcha                      | 52.74.75  |
| 24 | MBORODE BAMTOBOIN        | Consultant PV ; Ndjaména                                     |           |
| 25 | LAOUKOURA KAGUEROU       | Chef Divis. Statist.<br>Agric/DPPASA/MDR                     | 52.39.54  |
| 26 | TOYOUM NGUENAYE          | Coord. CONAMAC ; BP 963                                      | 52.72.36  |
| 27 | DIDIER JOSSO             | MIFRAC   | 52.60.00  |

|    | Nom et prénoms                   | Adresse                         | Téléphone  |
|----|----------------------------------|---------------------------------|------------|
| 28 | HISSEINE OUMAR                   | Représentant DARNA ; BP 470     | 51.43.69   |
| 29 | BRAHIM HASSANE                   | DPVC, BP 441 Ndjaména           |            |
| 30 | PALOUMA ABOU                     | DPVC, BP 441 Ndjaména           |            |
| 31 | DOUMSOUM OUNA LIGUITA            | DPVC, BP 441 Ndjaména           |            |
| 32 | NAMBA YALLAH                     | CTS&MDR, consultant             |            |
| 33 | ALI AFTI                         | Direction des Forêts            |            |
| 34 | NGARDIGUIM DLMIAN                | ONDR/DAP                        |            |
| 35 | MAHAMAT ABDELKADER MHT           | Inspect. Douanes/DDDI Ndjaména  |            |
| 36 | LAOBEUL DARA                     | Divis. Pêches/DEPA/MET          | 52.22.47   |
| 37 | BAGDRA GAG                       | DREM/MMEPH ; BP 429 Ndjaména    |            |
| 38 | ABDALLAH ADAM                    | CCT/SODELAC                     |            |
| 39 | BA DAOULE DIALLO                 | ConsultantCILSS, BP 1530 Bamako | 22. 46.81. |
| 40 | MAHAMAT BOURDJO                  | Chef de Serv. Pétrole/MME       | 52.25.66   |
| 41 | BATEDJIM NOUDJALBAYE             | Chef Divis. DRTA                | 51.48.01   |
| 42 | MAHAMAT MOCTAR ALI               | SP/CONACILSS/MDR                | 52.38.97   |
| 43 | BLOTOYOUUM KOUMBRAIT             | DG/MDR, BP 441 Ndjaména         |            |
| 44 | MASNGAR DONANGMBAYE<br>NDOUNGARO | BP 433 LRVZ                     |            |
| 45 | BECHIR MAHAMAT                   | LRVZ                            | 52.74.76   |
| 46 | BEHOM CABLAOKAS                  | FIR/MDR ; BP 454 Ndjaména       |            |
| 47 | YANYARA DJIMADOUMADJI<br>ELIE    | SECADEV ; BP 1166               | 52.44.53   |
| 48 | NGONA GEORGES                    | DPPASA                          |            |
| 49 | BITANGUI OUSMAN                  | CTS/MDR                         |            |

## ANNEXE III

### PLAN DE L'ETUDE SYSTEME DE PRODUCTION

(A TITRE INDICATIF)

#### SOMMAIRE

#### INTRODUCTION

#### I IDENTIFICATION, ANALYSE ET QUANTIFICATION DES PRINCIPAUX SYSTEMES DE PRODUCTION

##### A. DESCRIPTION DES VARIABLES DE L'ENVIRONNEMENT AGRICOLE

1. Le relief
2. Le climat
3. Le calendrier cultural
4. Le sous-secteur de l'élevage
  
5. Les ressources en sol et les contraintes pédologiques
  - 5.1 La salinisation
  - 5.2 L'acidification
  - 5.3 L'érosion éolienne
  - 5.4 L'érosion hydrique
  - 5.5 Raisons anthropiques
  - 5.6 Les principales contraintes à l'utilisation des ressources (tableau)
  
6. Les ressources en eau
  - de surface
  - souterraines
7. La population (répartition en fonction des zones agro-écologiques)
8. Infrastructures (magasin, stockage...)
9. Position par rapport au marché (commerce extérieur...)

##### B DESCRIPTION RAPIDE DES SYSTEMES DE PRODUCTION (EN FONCTION DES ZONES AGRO-ÉCOLOGIQUES)

1. Système de production
  - 1.1 L'organisation sociale de la production
  - 1.2 L'exploitation agricole
    - 1.2.1 Le statut de la main d'oeuvre
      - a) le chef de la concession
      - b) le chef de foyer
      - c) les dépendants mariés

- d) les dépendants célibataires
- e) les travailleurs saisonniers
- f) les jeunes (garçons et filles)  
les femmes.

- 1.2.2 L'organisation du terroir
- 1.2.3 Le système de culture (culture traditionnelle, irriguée,...)
- 1.2.4 Le système de production animale.

## C ROLE DES DIFFERENTS SYSTEMES DE PRODUCTION DANS LA PRODUCTION NATIONALE

- I Rôle des systèmes de production...

## D PRINCIPALES CONTRAINTES DES SYSTEMES DE PRODUCTION

- 1. Contraintes des systèmes de production végétale
  - 1.1 Contraintes climatiques
  - 1.2 Contraintes foncières
  - 1.3 Coûts de transport
  - 1.4 Approvisionnement irrégulier en eau potable
  - 1.5 Le manque de soutien et d'appui
  - 1.6 Déficit d'information
  - 1.7 Coût élevé des facteurs de production
  - 1.8 Le rythme d'aménagement
  - 1.9 Faible intensité culturelle
  - 1.10 L'exode rurale
  - 1.11 Le sous-équipement des exploitations en matériel agricole
  - 1.12 Crédit adapté ?
  - 1.13 Regression ou non regression de l'utilisation des itinéraires techniques proposés par la recherche (paquets technologiques)
  - 1.14 Affectation des investissements à l'intérieur du territoire (répartition et équilibre)
  - 1.15 Concurrence étrangère.
- 2. Contraintes des systèmes de productions animales
  - 2.1 Contraintes alimentaires
  - 2.2 Contraintes d'abreuvements
  - 2.3 Contraintes génétiques
  - 2.4 Contraintes liées au crédit
  - 2.5 Contraintes liées aux infrastructures et équipement (élevage)
  - 2.6 Contraintes liées à la commercialisation
  - 2.7 Organisations socio-professionnelles
  - 2.8 Les services de l'élevage (personnel et répartition)
  - 2.9 La recherche (vétérinaire et zootechnique)
  - 2.10 La privatisation (catégorie professionnelle)

E LES PERSPECTIVES D'EXTENSION ET D'AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE AGRICOLE DES DIFFERENTS SYSTEMES DE PRODUCTION (PAR ZONES AGRO-ECOLOGIQUES, SUPERFICIES CULTIVABLES, CULTIVEES PAR SPECIALISATION)

1. Rôle de l'intervention des pouvoirs publics pour favoriser le développement (orientation par rapport à la politique de croissance en rapport avec la dévaluation et l'ajustement structurel).
2. Extension
3. Amélioration
  - 3.1 Croissance agricole soutenue,  
- amélioration de la sécurité alimentaire,
  - 3.2 Meilleure gestion des ressources naturelles (sols, eaux, forêts)
  - 3.3 Sécurisation foncière
  - 3.4 Génération d'emploi et accroissement des revenus en milieu rural ;
  - 3.5 Production de l'investissement privé et de l'efficacité des dépenses publiques
  - 3.6 Aménagement hydro-agricole et irrigation
  - 3.7 Promotion des groupes cibles « femmes et jeunes »
  - 3.8 Programme d'investissement du secteur agricole
  - 3.9 Relance des cultures céréalières.
4. Rôle du secteur privé

**II ANALYSE DE CERTAINS SYSTEMES DE PRODUCTION MAL CONNUS OU PORTEURS D'EVOLUTIONS POSITIVES : LES CONDITIONS EVENTUELLES DE LEUR REPLICABILITE**

A EVOLUTION DES CONDITIONS PHYSIQUES DE PRODUCTION (dans les zones considérées)

1. Evolution des ressources en eau (souterraine et surface)
2. Evolution de la pluviométrie
3. Evolution de la formation végétale naturelle
4. Evolution des sols

B EVOLUTION DES SYSTEMES DE PRODUCTION

C EVOLUTION SOCIO-ECONOMIQUE DE LA PRODUCTION (MARAICHERE, FRUITIERE)  
LES CONDITIONS D'AMELIORATION

1. Accès à la terre
2. Financement des investissements
3. Compétitivité de la production locale
4. Commercialisation

D EXPANSION ET AMELIORATION DES SYSTEMES DE PRODUCTION

1. Les conditions endogènes de l'expansion des Systèmes de production (par zone)
2. Les conditions endogènes liées aux ressources humaines
3. Les conditions liées à l'environnement politique.

**III LE DIAGNOSTIC DES SYSTEMES DE PRODUCTION DANS LE CHOIX DES PROJETS ET DANS LA FORMULATION DES POLITIQUES (EN FONCTION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET DEFICIT).**

- a) évolution du bilan céréalier
- b) les cultures d'exportation
- c) l'évolution des cultures de production
- d) l'évolution de l'environnement économique international
- e) l'évolution des différentes politiques de l'Etat
- f) Interdépendance des divers systèmes (émergents) dans la production nationale
  
- g) Considérations à prendre en compte dans la formulation de politique et le choix des projets
  1. La formulation de politique
  2. L'extension des systèmes (émergents)
  3. Réhabilitation et la gestion des ressources naturelles
  4. Une bonne politique de crédit
  5. L'amélioration de la fiscalité
  6. Choix des projets agricoles
    - facteurs de production (libéralisation)
    - régénération des sols
    - mécanisation agricole
    - allègement de la fiscalité.
  
  7. Choix des projets en élevage
    - sanitaire
    - zootechnique
    - institutionnelle.

**CONCLUSION**